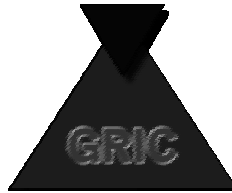


Chronique des Amériques

## Les Amériques en février 2002

Afef Benessaieh



Si les signes de la reprise économique semblent se multiplier au Canada et aux États-Unis et au Canada, le reste des Amériques est toujours en proie aux incertitudes économiques. La Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CÉPALC) prévoit que le taux de croissance économique de la région sera nul en 2002, ce qui constitue le pire pronostic de la dernière décennie. L'Argentine sera particulièrement touchée (- 7 %) ; seuls la République dominicaine, le Pérou et le Chili dépasseront la barre des 3 % ; le Brésil et le Mexique quant à eux atteindront, respectivement, + 2, 5 % et + 1, 5 % de croissance cette année.

Au nord, puisque les États-Unis donnent le ton au reste, l'administration Bush est loin d'avoir la vie facile avec le Congrès ; plusieurs dossiers d'importance traînent en longueur, notamment celui de la Trade Promotion Authority, le Sénat ayant décidé, à la surprise générale, de débattre un peu plus longuement du projet de loi pourtant adopté par la Chambre des Représentants avant de décider s'ils exigeront ou non d'annexer une clause relative au programme de compensation des travailleurs directement affectés par la libéralisation des échanges (en anglais TAA), ce dont l'administration Bush se déferait bien volontiers. Sans oublier le programme de relance de plus en plus voué à l'oubli, le dossier du renouvellement du système préférentiel en faveur des pays de la Communauté andine, ou encore le dossier de l'énergie, en attendant le débat sur le budget. Cela n'empêche nullement l'administration présidentielle de continuer à n'en faire qu'à sa tête sur la scène internationale, y compris dans les Amériques où plus que jamais sécurité se conjugue avec libre-échange et gouvernance.

\*

\* \*

## ALÉNA

### États-Unis

- Alors que la Maison Blanche, et le Département du commerce qui lui fait écho, continue d'afficher une sérénité déroutante face à la conjoncture économique (la récession étant maintenant jugée chose du passé, on prévoit déjà au moins 2,7 % de croissance pour 2002), la prudence est plutôt de mise parmi les sources d'autorité comme le NBER ou la Réserve fédérale (Fed.), lesquels ne s'engagent pas encore malgré les signes encourageants à annoncer la fin de la récession. Plus caustique, le journal économique britannique *The Economist* ne se retient pas d'ironiser dans son édition du 11 février : "La confiance est un ingrédient important à toute reprise économique. Mais il existe une ligne ténue entre, d'un côté, encourager les entrepreneurs, les investisseurs et les consommateurs à regarder positivement vers le futur, et de l'autre, la complaisance déplacée." Depuis l'automne, le mot "récession" fait partie de ces mots bannis du discours officiel, aussi patriotique qu'incantatoire quoi qu'il arrive. Toujours que pour le moment, cela semble fonctionner, presque à merveille ; mieux même que l'administration présidentielle pouvait l'espérer. Ainsi, et à la surprise générale, le PIB a enregistré un solide taux de croissance de 1,4 % au dernier trimestre 2001 (au lieu de 0,2 %), ce qui annule la baisse de - 1,3 % du trimestre précédent et permet de finir l'année avec un taux de croissance de 1,2 %. Toujours aussi solides, les dépenses de consommation, soutenues par les baisses des taux d'intérêt et les promotions commerciales du secteur automobile, ont progressé de 6 % au quatrième trimestre 2001, soit l'augmentation la plus importante depuis le deuxième trimestre 1998 ; sur l'année le taux de croissance est de 3,1 %. Par contre, les milieux d'affaires ne partagent pas le même enthousiasme patriotique que les consommateurs ; les investissements

productifs ont fortement chuté au dernier trimestre, de - 13,1 %, et ce, pour une quatrième baisse trimestrielle consécutive. Et, comme l'a rappelé Alan Greenspan mercredi 27 février, pas de reprise solide sans relance de l'investissement.

Par ailleurs, les signes de reprise économique se multiplient, comme au Canada d'ailleurs. L'indice composite avancé est orienté à la hausse, du moins pour quatre de ses dix composantes. Même son de cloche du côté de l'indice de l'Institute for Supply Management, qui dépasse en février la barre de 50 %, soit 54,7 % contre 45,1 % en janvier ; sauf pour l'emploi (43,8 %), les autres indices de l'institut sont tous au dessus du 50 %, notamment celui des nouvelles commandes (62,8 %) et celui de la production industrielle (61,8 %). Mais, selon les premières estimations de février, la production industrielle semble repartir après plusieurs mois de baisse continue. Même du côté du chômage, les choses semblent aller mieux. Ainsi, le taux de chômage est en légère amélioration : de décembre au 1er février, le taux est passé de 5,8 % à 5,6 %. Le nombre de demandeurs d'allocation de chômage continue d'augmenter, mais plus lentement ; c'est la première fois d'ailleurs depuis le premier trimestre 2001 que les demandes sur quatre semaines se situent en deçà de 400 000.

Cela dit, une hirondelle ne fait pas le printemps. Le taux d'utilisation des capacités de production est encore très bas, à 74,2 % en janvier pour l'ensemble de l'industrie et 72,7 % pour l'industrie manufacturière, contre 74,4 % et 72,8 %, respectivement, le mois précédent. En moyenne sur la période 1967-2001, les taux sont de 81,9 % pour l'ensemble des industries et de 80,9 % pour l'industrie manufacturière. Autre mauvaise nouvelle : les premières estimations de l'indice de confiance des consommateurs de l'université

du Michigan pour le mois de février ne sont guère encourageantes, l'indice reculant à 90,9 contre 93 en janvier, alors qu'on s'attendait à un chiffre de 93,4. Même chose du côté de l'indice de confiance des consommateurs du Conference Board, qui tombe à 94,1 en février contre 97,8 en janvier.

- Sous l'effet de la récession, le déficit commercial (biens et services) des États-Unis a légèrement diminué en 2001. Sur la base de la balance des paiements, il s'établit à - 346,3 milliards de \$ É.U., contre - 375,7 milliards en 2000 ; en 1999, il s'élevait à - 261,8 milliards de \$ É.U.. En pourcentage du PIB, cela donne 3,4 % en 2001, contre 3,8 % en 2000 et 2,2 % en 1999. Le déficit sur le commerce des marchandises s'élève à - 426,6 milliards de \$ É.U., contre - 452,2 milliards en 2000 et - 345,4 milliards en 1999. Soit, en pourcentage du PIB, 4,2 % en 2001 contre 4,6 % en 2000 et 3,7 % en 1999. À lui seul, le déficit commercial sur les marchandises avec la Chine s'élève à - 83 milliards de \$ É.U., ce qui équivaut au déficit cumulé du Canada (- 53,3 milliards) et du Mexique (- 29,9 milliards). Le déficit avec le Japon s'élève à - 69 milliards de \$ É.U. et celui avec l'union européenne, à - 60,9 milliards de \$ É.U.. Rares sont les pays avec lesquels les États-Unis ont un excédent commercial. Parmi ceux-ci, mentionnons notamment le Brésil (+ 1,5 milliards de \$ É.U.) et l'Argentine (913 millions de \$ É.U.). Inutile de dire que ces chiffres n'ont rien de très rassurant, mais ce dont l'administration Bush ne semble guère trop s'inquiéter. En témoigne cette remarque suave que l'on retrouve dans l'*Economic Report of the President* de cette année : "The United States recorded large current deficits over the past decade, reflecting an increased desire on the part of foreigners to invest in the United states" (p. 262). Vu sous cet angle, il n'y a effectivement pas de problèmes...

- La lutte contre la guerre et la récession oblige, le budget présenté par le président Bush au Congrès le 4 février dernier marque

le retour des déficits. L'augmentation considérable des dépenses militaires se répercute sur l'ensemble des dépenses, qui devraient passer, selon les prévisions de l'Office of Management and Budget (OMB), de 1863,9 milliards de \$ É.U. en 2001 à 2 052,3 milliards en 2002 et 2 128,3 milliards en 2003. Le déficit budgétaire devrait atteindre - 106,2 milliards de \$ É.U. en 2002 et - 80,2 milliards en 2003. Rappelons que le budget affichait un excédent de 236,4 milliards de \$ É.U. en 2000 et de 127,1 milliards en 2001. La dette fédérale, en pourcentage du PIB, en baisse régulière depuis 1997, doit passer de 56,8 % en 2001 à 59,2 % en 2002, selon les prévisions de l'OMB, et à 59,7 % en 2003. L'administration Bush ne prévoit pas le retour à l'équilibre avant 2005. De quoi mettre un peu plus de pression sur les marchés financiers, les besoins en capitaux pour couvrir le seul déficit courant s'élevant à 1 milliard de \$ É.U. par jour....

- C'est un secret de polichinelle que l'administration Bush veut donner suite au rapport Meltzer et réformer en profondeur les institutions financières internationales. (voir à ce sujet le dossier de la revue électronique du Département d'État, *Perspectives économiques* : <http://usinfo.state.gov/journals/ites/0201/ijef/frtoc.htm>). La nomination de Ann Krueger au poste de numéro deux du FMI s'inscrit dans cette démarche. On se rappellera la proposition que celle-ci avait faite en décembre dernier, soit d'envisager la possibilité de mettre en place au niveau international des mécanismes de protection des créanciers semblables à ceux que l'on retrouve aux États-Unis ou ailleurs en cas de faillite du débiteur. Le mécanisme proposé est simple : 1. un pays doit pouvoir disposer d'une période légale de protection vis-à-vis de ses créanciers le temps que la dette souveraine soit renégociée, à la double condition que le pays s'engage à négocier de bonne foi et à poursuivre des politiques correctrices ; 2. le pays en question qui en fait la demande auprès de ses créanciers doit par ailleurs faire la preuve que sa dette

souveraine est « insoutenable » ; et 3. une fois des termes du plan de restructuration de la dette accepté par une majorité suffisante de créanciers, celui-ci s'appliquera à tous les créanciers, y compris aux dissidents. (<http://www.imf.org/external/np/speeches/2001/122001.htm>)

La proposition, qui a fait l'effet d'une bombe, soulève beaucoup de questions techniques et nombreux sont ceux qui s'interrogent sur son opérationnalisation, mais elle commence à faire son petit bonhomme de chemin. Tout comme les propositions de la Commission Meztler, notamment la principale : les institutions financières internationales doivent revenir à leur mandat initial, et s'y tenir. En attendant, par la bouche du sous secrétaire au Trésor pour les questions internationales, John B. Taylor, l'administration Bush entend aller de l'avant avec ses propres propositions. Pour ce qui concerne la Banque mondiale, deux principes généraux doivent guider son action : l'accent doit être mis sur la croissance de la productivité ainsi que sur l'obtention de résultats mesurables. Trois propositions de réforme ont été mises de l'avant : 1. la moitié au moins des fonds de la Banque doivent être octroyés sous forme de dons ; 2. les dons doivent être accompagnés de critères de performance ; et 3. les prêts doivent davantage être orientés vers le secteur privé, et au premier chef vers les petites entreprises. Pour le FMI, le plan est en cinq points : 1. prévention des crises par une surveillance accrue des politiques économiques suivies par les pays membres ; 2. resserrement de l'action du Fonds sur les politiques fiscales, monétaires, cambiales et financières, et parallèlement, retrait du champ social et retour à la neutralité politique ; 3. prévention des effets de contagion, ce qui implique trois choses : une meilleure surveillance des fondamentaux, une plus grande transparence dans les politiques publiques et plus de discernement de la part des institutions financières privées dans leurs politique de crédit ; 4. limitation de l'aide financière internationale publique aux seules situations d'insoutenabilité de la

dette ; et, 5. appui à la proposition Krueger sur les faillites, ou à d'autres propositions analogues, comme par exemple l'introduction de provisions relatives à la renégociation éventuelle de la dette dans les nouvelles émissions de titres.

D'autres procédures ont été proposées, notamment l'ajout de clauses collectives aux contrats de prêts, ce qui permettrait de régler le problème des opportunistes, comme on l'a vu dans le cas du Pérou, ainsi que les problèmes liés aux créanciers autres que bancaires et aux produits dérivés. Pour le moment, les marchés financiers ne semblent pas très enthousiastes au projet d'Ann Krueger. Si tout le monde convient de la nécessité d'avoir des mécanismes de restructuration de la dette mieux ordonnés et plus prévisibles, ces derniers reprochent au projet dans son état actuel de faire la part belle aux pays débiteurs, au détriment des créanciers, voire de placer le FMI en situation de conflit d'intérêts, ce dernier jouant le rôle d'intermédiaire et d'autorité morale en cas de restructuration des dettes tout en étant lui-même créancier. Plutôt, les marchés financiers préconisent une surveillance accrue des risques dans les pays émergents et l'adoption de codes de conduite impliquant la coopération des secteurs privé et public. C'est la position de l'Institute of International Finance (IIF) et de son directeur général, Charles Dallara. L'IIF a d'ailleurs mis sur pied à cet effet en janvier 2001 un groupe consultatif, l'*Equity Advisory Group* (EAG), avec le mandat de voir au renforcement des règles devant régir les systèmes financiers et les pratiques d'entreprise dans les pays émergents. Relevant de ce groupe consultatif, le groupe de travail sur la gouvernance d'entreprise et la transparence (*Working group on Corporate Governance and Transparency*) a présenté le 12 février dernier un code, qualifié de plus pragmatique et plus précis que le code de l'OCDE, *Policies for Corporate Governance and Transparency in Emerging Markets*. Le code porte sur cinq points : la protection des actionnaires minoritaires, les responsabilités des conseils

d'administration et de direction, les règles comptables et d'audit, la transparence de la propriété et du contrôle, et l'environnement réglementaire. Le code, qui rallie tous les établissements financiers des pays membres de l'institut, serait progressivement mis en œuvre, d'abord dans les quatre pays ciblés, soit la Russie, la Chine, la Corée du Sud et le Brésil, puis, par effet de domino, dans tous les pays émergents. (le code est disponible sur le site de l'IIF : [http://www.iif.com/data/public/NEWWEAG\\_Report.pdf](http://www.iif.com/data/public/NEWWEAG_Report.pdf)). Suite à l'affaire Enron, peut-être faudrait-il penser à regarder également du côté des pays industrialisés, des États-Unis en particulier où le "capitalisme de connivence", pour reprendre la formule de Stiglitz, règne en maître comme jamais sous l'administration Bush.

En attendant, la rencontre des ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales du G-7 tenue à Ottawa samedi 5 février a surtout porté sur la lutte contre le financement du terrorisme et le bilan des engagements pris en octobre 2001. Néanmoins, actualité oblige, une attention particulière a été accordée à la crise financière que traverse l'Argentine, les grands argentiers du monde rappelant fermement la nécessité pour tous les pays de collaborer avec le FMI. Les propositions d'Ann Krueger sur la restructuration de la dette souveraine ont également été bien accueillies. Le développement a été un autre sujet à l'ordre des discussions, mais rien de nouveau n'en est sorti, sinon le rappel habituel sur la poursuite des réformes ainsi que sur l'efficacité accrue attendue des programmes d'aide au développement.

## **Canada**

- Au Canada, les nouvelles économiques sont plutôt bonnes. Selon Statistique Canada, l'économie canadienne s'est redressée au dernier trimestre 2001 ; le PIB a progressé de 0,5 % (contre - 0,1 % au trimestre précédent), ce qui porte la

croissance de l'économie à 1,5 % pour l'année. La croissance économique reste faible ( il s'agit du plus faible taux annuel depuis 1992), mais pour le moment tout indique que la récession, techniquement parlant, a pu être évitée. La consommation des ménages a repris au dernier trimestre, pour les mêmes raisons qu'aux États-Unis ; les exportations continuent de reculer, pour un cinquième trimestre consécutif, mais de manière moins prononcée que les importations, ce qui permet au Canada d'enregistrer les plus importants excédents commerciaux de son histoire avec les États-Unis. Le problème principal du Canada demeure toutefois comme aux États-Unis l'investissement des entreprises : - 3,3 % sur l'année pour l'ensemble des investissements et - 1,6 % pour les seuls investissements en machines et matériel. Autre bon signe : l'indice composite a de nouveau progressé en janvier, de 0,9 % par rapport à décembre. Il s'agit de la quatrième hausse consécutive. Sept des dix composantes sont à la hausse ; seul le secteur manufacturier (heures de travail, commandes de biens durables et ratio des stocks) continue d'afficher des signes de faiblesse. Ce qui est mieux qu'aux États-Unis.

- Sur le front des différends commerciaux, le Canada baisse un peu le ton ce mois-ci. Le Canada a finalement décidé de jeter l'éponge dans le différend qui l'oppose au Brésil dans le dossier Embraer-Bombardier et de ne pas porter en appel la décision du groupe spécial (28 janvier). Le Canada conteste la décision rendue mais préfère maintenant utiliser la voie de la négociation plutôt que la voie juridique. Une première rencontre entre les négociateurs brésiliens et canadiens s'est tenue à New York, le 8 février ; les négociations devraient reprendre en avril. De leur côté, les négociations sur le bois d'œuvre se poursuivent toujours avec les États-Unis, ces derniers se plaisant à faire traîner les choses. Histoire de mettre un peu de pression, le gouvernement canadien a annoncé, le 26 février, qu'il demandait la mise sur pied d'un groupe spécial binational

aux termes du chapitre 19 de l'ALENA, en réponse à l'imposition par les États-Unis de droits compensateurs en août et novembre 2001.

Faut-il se surprendre ? Mais toujours est-il que le Canada est de nouveau dans le collimateur du Bureau du Représentant au commerce des États-Unis. Cette fois, c'est la Commission canadienne du blé qui est visée. La commission du blé du Nord-Dakota avait demandé au Bureau du Représentant au commerce d'engager une procédure d'investigation contre sa consœur canadienne en septembre 2000. Ouverte en octobre 2000 dans le cadre de la section 301 du Trade Act de 1974, l'enquête, menée par la Commission du commerce international, a duré 16 mois. Donnant suite au rapport de la commission, le Représentant au Commerce, Robert B. Zoellick, a annoncé le 14 février 2002 qu'il entendait engager quatre types d'action contre le Canada. Tout d'abord, ses services vont examiner la possibilité de porter le différend devant l'OMC. Ensuite, ceux-ci, de concert avec la Commission du blé du Nord-Dakota et l'industrie céréalière, vont examiner la possibilité d'imposer des droits antidumping et compensatoires au Canada. Par ailleurs, d'autres enquêtes seront engagées en vue d'identifier les obstacles au commerce du blé au Canada. Enfin, le Représentant au Commerce entend pousser à l'OMC le dossier de la réforme des sociétés publiques oeuvrant dans le domaine du commerce.

Le ton est pour le moment modéré, Robert Zoellick ayant décidé de respecter les règles de l'ALENA et de l'OMC et ne pas imposer pour le moment de « quotas tarifaires » (tariff rate quotas), ce qui laisse ouverte la porte à la négociation. Mais le dossier est chargé. La Commission canadienne du blé est accusée de monopole. Le rapport de la Commission du commerce international lui reproche premièrement d'être à l'abri du risque commercial, le gouvernement canadien garantissant toutes opérations ; deuxièmement, de recevoir des subventions, d'avoir un marché protégé et

de bénéficier de privilèges indus (transport ferroviaire, dette garantie, intérêts en dessous des taux du marché) ; et, troisièmement, d'avoir un avantage compétitif du fait de sa position de monopole dans l'organisation de la production et le commerce des céréales. Ce à quoi vient s'ajouter le fait que les producteurs de blé américains ont perdu des marchés alors qu'au contraire, grâce à la politique agressive de la Commission canadienne du blé et aux avantages concurrentiels dont ils bénéficient, les producteurs canadiens ont vu leurs ventes à l'étranger, aux États-Unis en particulier, progresser rapidement. L'affaire reste à suivre, mais le moins que l'on puisse dire, c'est que l'image d'un Canada « propre » dans le dossier agricole vient d'en prendre un coup.

## Mexique

- Au Mexique, et à la différence de ce que l'on voit au Canada et aux États-Unis, aucun frémissement de reprise en vue. Les données pour le commerce et l'emploi continuent de donner tort aux naïfs. Selon le directeur général de la Banque nationale du commerce extérieur (BANCOMEXT), le commerce aurait chuté de plus de 4,8 % en 2001. Même son de cloche du côté du secrétariat du Trésor et du Crédit public : le secteur industriel s'est contracté d'au moins 4 % en 2001. Sur le plan de l'emploi, les calculs sont un peu plus raides. Selon les dernières données disponibles, l'emploi s'est contracté de plus de 6 % dans le secteur manufacturier les onze premiers mois de l'année 2001, lequel constitue plus de 90 % des exportations du pays. Par sous-secteur, les pertes d'emploi se sont surtout concentrées dans l'industrie du bois (- 12,7 %), du textile et du cuir (- 11,5 %), du métal et des machineries (- 10,2 %). L'emploi ouvrier s'est contracté de - 6,9 % sur onze mois, et de - 4 % pour les cols blancs. Seul l'emploi dans le secteur des aliments, boissons et tabacs a progressé, de + 0,4 %.

l'ensemble de l'année 2001, les salaires réels dans le secteur manufacturier ont augmenté de 5,9 %, mais le nombre de personnes à l'emploi a chuté de -4,1 %. Autres chiffres intéressants, dans les maquiladoras, qui fournissent maintenant près de la moitié des statistiques commerciales du Mexique, les salaires ont augmenté de +7,2 % sur l'année, mais le nombre d'emploi a diminué de -17,1 % en novembre 2001 par rapport aux chiffres de novembre 2000. Malgré tout, le Président Fox continue de faire contre mauvaise fortune bon cœur, estimant que, quoiqu'elle ait été pratiquement nulle en 2001, la croissance de l'économie devrait reprendre de l'allant en 2002, pour atteindre les possibles 1,5 à 2 %.

- Si certains secteurs ont bénéficié de l'ALÉNA, d'autres, sinon la plupart, sont encore en marge de ce récit heureux. À un point tel que les institutions multilatérales commencent à prendre un peu plus au sérieux qu'elles ne l'ont fait jusqu'ici la pauvreté et les inégalités, le libre-échange n'étant peut-être pas après tout une panacée pour éliminer ces problèmes d'un autre âge... Ainsi, dans les derniers jours de janvier, une mission de la Banque mondiale, découvrant peut-être les États du Chiapas, de Oaxaca et du Guerrero, a suggéré

l'adoption d'une nouvelle stratégie de développement pour les États du Sud-est du Mexique. D'ici au début mai prochain, la Banque supervisera une série d'études portant sur plus d'une quinzaine de thèmes, ce qui devrait lui permettre d'analyser les causes et les solutions possibles à la pauvreté et au développement social inexistant de ces trois régions comptant parmi les plus misérables du Mexique. On notera d'ailleurs à ce propos que le projet de la Banque s'inscrit dans le cadre du plan Puebla-Panama, financé en grande partie par la Banque interaméricaine de développement (BID) et elle-même, et vise, vraisemblablement, à documenter les causes du "retard" économique des régions les moins gâtées du Mexique afin de mieux peaufiner une stratégie d'intégration économique régionale qui saura répondre aux besoins immédiats de ces États, lesquels sont, en passant, ceux qui regroupent le plus grand nombre de formations armées et d'activités illicites du Mexique. Le projet d'intégration économique (pour commercer quoi au juste ?) envisagé avec le Guatemala, le Nicaragua et le Salvador sera à n'en pas douter un projet pour le moins intrigant à suivre.

## **Amérique centrale et Caraïbes**

La récente annonce du Président Bush de porter une plus grande attention commerciale à l'Amérique centrale et aux Antilles semble avoir échauffé les ardeurs intégrationnistes de la région. Plus de dix ans après les premiers pourparlers entre les deux régions, un premier Sommet réunissant plus de vingt pays d'Amérique centrale et de la Communauté des Caraïbes s'est en effet tenu, début février, dans la ville de Belice, au Belize. La région CARICOM-Amérique centrale constitue un tout petit marché de moins de 50 millions d'habitants ; le commerce international des produits de base

constitue la principale source de revenus mais elle est soumise aux oscillations des marchés mondiaux tandis que le commerce intra-régional est presque nul. Ce sommet fut l'occasion pour les chefs d'Etat d'affirmer leur volonté de resserrer les liens de coopération et d'augmenter les échanges commerciaux entre les deux régions. Ils ont aussi manifesté leur intention de développer des positions communes et de viser l'intégration régionale en vue de mieux négocier leur insertion dans le système commercial multilatéral ainsi que le traitement qui leur sera accordé en tant qu'économies de petites tailles dans le cadre

de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA).

La convocation de ce sommet régional a par ailleurs donné l'occasion au Président du Nicaragua, Enrique Bolaños, de montrer sa volonté de jouer un rôle de pointe dans la construction d'un possible bloc commercial Amérique Centrale-Caraïbes. En signe de bonne volonté, il a manifesté son intention de régler les différends politiques et commerciaux qui opposent son pays au Honduras. En novembre 1999, le Nicaragua a en effet imposé un tarif général de 35 % sur les importations honduriennes en signe de protestation contre la signature d'un nouveau traité délimitant les frontières entre le Honduras et la Colombie, lesquelles empiètent selon lui sur le territoire maritime du Nicaragua. Le président Bolaños se dit aujourd'hui prêt à renouer le dialogue et à repenser les repréailles commerciales pour trouver une solution à cette dispute territoriale.

- Au Costa Rica, les élections présidentielles du début février n'ont pas permis de démarquer nettement un candidat sur l'autre, et, chose exceptionnelle pour le Costa Rica, un second tour du scrutin pour les deux formations principales est prévu pour le 7 avril prochain. Aucun des candidats des deux blocs traditionnels de la politique costa-ricaine n'a franchi la barre des 40 % des voix nécessaires ; Abel Pacheco de l'Unité sociale-chrétienne (PUSC, droite) n'a obtenu que 38,5 % des voix, et Rolando Araya, du Parti de libération nationale (PLN), n'a reçu les faveurs que de 31 % des électeurs. Pour le PLN, longtemps favori du vote populaire, les résultats de ce premier tour démontrent un net recul de sa côte de popularité. Ces résultats mitigés sont également dus à la surprenante popularité de Otto Solis, candidat du tout jeune Parti de l'Action citadine (PAC), qui a obtenu plus de 26,3 % des voix alors que les analystes politiques estimaient en septembre dernier qu'il ne remporterait guère plus de 5 %. Solis a fait campagne sur la lutte contre la corruption, la

discipline des dépenses publiques et s'est démarqué des deux partis principaux qui ont gouverné le pays pendant les deux dernières décennies, par ses critiques fortes du néolibéralisme. Le faible taux de participation des citoyens semble avoir également contribué à l'ambiguïté des résultats de ce premier tour, plus de 30 % de la population s'étant abstenus de voter. Les résultats du rendez-vous électoral du 7 avril prochain sont donc moins que prévisibles et dépendent maintenant autant de ceux qui ont voté pour le PAC que de ceux qui se sont abstenus de voter au premier tour, soit en tout plus de 56 % des électeurs... Quoi qu'il en soit de ces résultats, le nouveau président devra composer avec un Congrès extrêmement divisé, les électeurs ayant choisi de distribuer les 57 sièges législatifs entre le PUSC (19 sièges), le PLN (17 sièges), le PAC (13 sièges), le mouvement libertaire (7 sièges) et le mouvement chrétien (un siège).

- Les membres de l'Organisation des États de l'Est des Caraïbes (en anglais OECS) (1981, réunissant les îles de Antigua et Barbude, la Dominique, la Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Montserrat, Saint-Kitts et Nevis, Anguilla et les îles vierges britanniques) se sont entendus dans la première semaine de février sur un certain nombre de mesures devant favoriser la plus grande circulation de leurs ressortissants dans la région à partir du 15 mars prochain. En attendant une totale circulation de la main-d'œuvre qualifiée, les citoyens pourront librement voyager d'une île à l'autre et s'y établir pour une période allant jusqu'à six mois. L'OEEC, qui compte déjà une monnaie commune, ainsi qu'une banque centrale, un système judiciaire, une aviation civile, une défense et une représentation extérieure commune, prévoit l'entrée en vigueur d'un nouveau passeport régional à partir du 1er janvier 2003.

- En Haïti, suite à l'opposition du Secrétaire d'État des États-Unis à ce que



toute aide internationale ne soit débloquée avant que la “bonne gouvernance” ne soit rétablie dans le pays, les quelque 200 millions de \$ É.U. promis par la Banque interaméricaine de développement (BID) ont été bloqués. Malgré l’insistance des pays membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) de débloquent les fonds internationaux pour aider Haïti, Colin Powell continue de camper sur ses positions : “en l’absence d’un solide système politique, a-t-il déclaré en conférence de presse, il y a de bonnes raisons de montrer un manque de confiance”. Compte tenu des conditions dans lesquelles l’administration Bush a été élue et du scandale Enron qui l’éclabousse, on est bien tenté de se demander quelles sont les références du Secrétaire d’État en matière de solidité ou de crédibilité politique. Quoi qu’il en soit, depuis les dernières élections législatives et présidentielles – tenues au printemps et en automne 2000 –, démesurément favorables au parti Lavalas de Jean Bertrand Aristide, l’opposition interne ainsi que les observateurs électoraux internationaux refusent de reconnaître la validité des résultats, estimant que seuls 20 % des électeurs ont effectivement voté ; le Conseil électoral de Haïti estime quant à lui que plus de 60 % des électeurs ont voté, et ce, à plus de 90 % en faveur d’Aristide et de son parti. Le pays est dans une nouvelle impasse politique depuis ce temps. Les États-Unis mènent campagne depuis ce temps pour que l’aide internationale soit suspendue jusqu’à ce que de nouvelles élections soient convoquées. Ils ont toutefois accepté pour cette année d’allouer au pays 50 millions de \$ É.U. en aide humanitaire, des fonds qui seront canalisés à des organismes indépendants plutôt que vers le gouvernement.

- Les pays producteurs de banane du CARICOM ont fait savoir à l’Union européenne que la suspension de leur accès préférentiel au marché européen prévue d’ici quatre ans (2006) affectera négativement leurs recettes d’exportations. L’UE a en effet décidé, suite aux plaintes des États-Unis et

de plusieurs pays d’Amérique latine, de mettre progressivement fin au régime préférentiel accordé aux pays des Caraïbes sur leurs exportations de banane. Le CARICOM, qui avait accepté l’élimination du régime préférentiel, demande maintenant que les “producteurs non-traditionnels” bénéficient d’un quota d’accès de 6 % au marché européen, ce qui réduirait ainsi de près de la moitié l’offre de l’UE d’octroyer 11 % de son marché aux producteurs non-caribéens.

Malgré l’appui de l’Espagne à leur demande, l’UE ne semble pas prête à donner gain de cause aux pays d’Amérique centrale et des Andes qui demandent de leur côté un plus grand accès au marché européen. Ceux-ci demandent en effet non seulement à l’UE de maintenir le système généralisé des préférences, ce qui exempte quasiment de tout tarif (3,5 %) une gamme de produits en provenance de plus de 90 pays en développement, mais aussi de normaliser ce système en annulant les préférences additionnelles accordées aux Caraïbes, et d’engager des négociations en vue d’un accord de libre-échange semblable à celui signé avec le Mexique ou à eux en cours de négociation avec le Chili et le MERCOSUR. Bruxelles répond de son côté, premièrement que le système généralisé des préférences (étendu en 1991 à la Communauté andine et en 1999 au Costa Rica, à El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Panama) est suffisant pour garantir l’accès aux marchés européens des produits centro-américains et andins, et deuxièmement que l’UE démantèlera progressivement son régime préférentiel pour les Caraïbes pour le remplacer par un système de quotas qui favorisera davantage la région Caraïbes que l’Amérique centrale ou andine. L’UE continue par ailleurs d’esquiver les discussions sur le libre-échange avec l’Amérique centrale et la Communauté andine, et cela bien que l’Espagne en appelle à la dette morale du vieux continent pour inciter les Européens à participer davantage au développement économique de la région. La stratégie consistant à demander tout à la

fois ne semblant pas trouver beaucoup d'écho en Europe, les pays andins et centraméricains pourraient avoir à choisir entre le maintien du système des préférences ou le libre-échange. Mais, maintenant que les États-Unis ont annoncé leur intention d'entamer des négociations commerciales avec les pays d'Amérique centrale, l'UE pourrait bien changer son fusil d'épaule.

- Mentionnons enfin que deux accords de libre-échange, le premier impliquant le Costa Rica et le Chili et le second le Guatemala, El Salvador, le Nicaragua et le Honduras, sont entrés en vigueur le 14 février dernier.

## MERCOSUR

### Réunion extraordinaire du Conseil du MERCOSUR

Le Sommet du MERCOSUR s'est tenu à Buenos Aires à partir du 18 février, en signe de solidarité avec l'Argentine. L'agenda de travail était relativement chargé, avec notamment au menu des discussions, la mise en place d'un institut monétaire. Un tel institut aurait entre autres pour mandat de mieux coordonner les politiques macro-économiques et d'ordonner les régimes des changes à l'intérieur du bloc. Les quatre membres réguliers du MERCOSUR souscrivent maintenant à un régime des taux de changes flexibles. Un tel institut régulerait notamment la marge de fluctuation des différentes monnaies, tout en stabilisant les parités, tout comme l'a fait l'Europe communautaire avant de s'engager dans une monnaie commune. La rencontre a aussi été l'occasion de souligner l'entrée en vigueur du "Protocole d'Ushuaia" qui consacre l'engagement des pays membres du MERCOSUR à promouvoir la démocratie dans le cadre des efforts d'intégration économique. Dans un communiqué émis dès le premier jour de la rencontre, ils ont également réitéré leur engagement maintenant presque rituel en faveur de la défense des droits de la personne et de l'environnement, et de la lutte contre la pauvreté et le terrorisme. Ce communiqué rappelle cependant à notre grand intérêt que le MERCOSUR envisage clairement de redoubler les efforts en vue de diversifier son tableau d'accords inter-régionaux avant

de souscrire à la ZLÉA : tout en soulignant l'accord du groupe de souscrire à un accord 4+1 avec les États-Unis, le communiqué indique aussi que le MERCOSUR est déterminé à aller de l'avant dans les négociations avec l'Europe, la Bolivie, le Chili et la Communauté andine.

La stratégie rappelle un peu la campagne d'opinion publique entreprise par le Mexique lorsqu'il envisageait de négocier un accord de libre-échange avec les États-Unis : celui-ci avait en effet contracté au préalable un accord commercial avec le Chili (1992) et avait bien pris soin de présenter l'accord bilatéral avec les États-Unis comme l'un des volets de la stratégie de diversification commerciale qu'il entendait poursuivre. Dans la mesure où le 4+1 et la ZLÉA sont pratiquement passés au rang des obligations (les États-Unis conditionnant maintenant leur aide aux pays andins ou à l'Argentine, bien plus mal placée en ce moment, contre promesse de collaborer à ces deux projets), il semblerait que la stratégie du MERCOSUR soit de tenter de noyer le poisson dans encore plus d'eau : en multipliant d'une part les engagements commerciaux panaméricains en vue de "densifier" le Cône sud, et en tissant d'autre part des liens commerciaux avec les concurrents des États-Unis, à commencer par l'Europe. Dans les deux cas, le MERCOSUR tente par tous les moyens de recoller les morceaux après les crises brésilienne et argentine et de retrouver sa marge de négociation avec les États-Unis.

La stratégie est bonne en soi, mais encore faut-il que les membres du MERCOSUR s'entendent enfin sur l'importance de ne pas laisser s'effriter davantage le bloc en négociant un à un leurs propres accords bilatéraux avec l'oncle Sam, qui ne demande pas mieux que de défaire à petits coups de dents la fragile unité du Cône sud.

## **Argentine**

En Argentine, deux jours après la décision démagogique (1<sup>er</sup> février) de l'impopulaire Cour Suprême de déclarer inconstitutionnel le "corralito", le gouvernement Duhalde a annoncé la mise en vigueur d'un nouveau Plan économique visant la "de-dollarisation" de l'économie et la redéfinition de toutes les transactions bancaires (dépôts et dettes) en pesos argentins (à raison de 1:1 pour les passifs de plus de 100 000 \$ et 1:1,40 pour tout autre dépôt). Duhalde a aussi annoncé par décret que son gouvernement imposait deux jours de "vacances bancaires", afin de préparer la "pesification" de l'économie. Le retour à la flexibilité des changes s'est opéré formellement le 11 février, le peso valant maintenant moins de 50 % de sa valeur initiale, pour s'échanger à 2,10 pesos contre un dollar (au 12 février), la monnaie tenant beaucoup mieux le coup que les experts ne l'avaient prévu. Rappelons qu'en date du 25 janvier, le peso s'échangeait à 1,40 pour un dollar.

La relation avec l'Argentine vue depuis Washington est en ce moment d'une indifférence troublante. Bien que la presse argentine présente le retour à la flexibilité des changes comme une autre mesure prise pour retrouver les bonnes grâces du FMI, celui-ci de son côté continue de prêter une oreille ennuyée aux appels de l'Argentine et ne manifeste aucune intention de venir à la rescousse du système financier du pays tant et aussi longtemps que le gouvernement n'aura pas présenté un programme économique crédible. Paul O'Neill, le Secrétaire du Trésor des États-Unis, estime quant à lui que pour le moment, le plan de

"dédollarisation" et les termes de la conversion des créances et dépôts demeurent trop nébuleux pour que les institutions financières sises à Washington offrent quelque aide que ce soit. Le 22 février, le même O'Neill a lâché le peu flatteur commentaire de l'Argentine comme étant "la définition même d'une société désorganisée". Suite à la visite du ministre de l'Économie de l'Argentine au FMI, Jorge Remes Lenicov, à la mi-février, H. Kohler, le directeur général du Fonds lui aurait répondu : "Mettez d'abord en pratique ce que vous promettez. Et puis percevez davantage et diminuez les dépenses des provinces. Alors, nous en reparlerons dans 60 jours." Propos cyniques, mais qui s'intéresse aujourd'hui à la dérive économique d'un pays présenté il y a peu encore par le FMI comme un modèle et par Washington comme un fidèle allié ?

Pendant ce temps, la presse sur l'Argentine continue de surprendre par la quantité de nouvelles initiatives entreprises par Duhalde jour après l'autre. Le 15 février, le Président a annoncé l'instauration d'une taxe de 20 % sur les exportations de pétrole et dérivés, une mesure en vigueur à partir du 1er mars et qui devrait rapporter près de 700 millions de \$ É.U. par année aux comptes publics, les fonds devant être réinjectés dans la refonte du système bancaire. Les principaux acheteurs de pétrole argentin sont les autres pays du MERCOSUR, ce qui laisse à penser qu'une entente a été prise avec le Chili, le Brésil, l'Uruguay et le Brésil pour que cette hausse substantielle du prix du brut argentin ne soit pas annulée par une réorientation des sources d'approvisionnement. Le 17 février, le ministère de l'Économie a annoncé le début d'une ronde de négociations avec les gouverneurs des provinces, en vue de définir un nouvel accord politique permettant à l'administration Duhalde de s'assurer de l'appui régional aux politiques d'ajustements qu'elle devra entreprendre pour tenter de remettre l'économie nationale sur ses pattes. L'objectif de l'administration présidentielle est d'assouplir le système de

financement budgétaire des provinces, fixé à 1 187 millions de pesos (maintenant environ 500 000 \$ É.U.), en adoptant plutôt un système qui permettrait d'établir le montant des transferts selon le budget national disponible. Tout sourire, le 28 février, le président Duhalde a annoncé qu'il était enfin parvenu à un accord avec les provinces. Aux termes de l'entente, les gouverneurs des provinces vont réduire de 60 % leurs dépenses, les dettes vont être converties au taux de 1,40 peso pour un dollar (et non au taux de 1 pour 1) et le système de revenus fixes versés mensuellement par Buenos Aires aux provinces sera remplacé par un système de partage des recettes fiscales, les provinces recevant 30 % du total. Autre décision : les provinces ont accepté de ne plus émettre de monnaies parallèles, entre autres les fameux patacones, lesquelles monnaies représenteraient environ 40 % des liquidités actuellement en circulation dans le pays. La réponse du FMI est lapidaire : peut encore faire mieux ! Autre mesure d'envergure, en date du 9 février : la réforme en profondeur du système politique du pays, avec rien de moins qu'une réforme constitutionnelle, le remplacement du présidentielisme par un système parlementaire, les élections parlementaires passant à quatre ans. Mais Duhalde a pris soin de préciser qu'une telle réforme ne se ferait qu'une fois le pays sorti de la crise économique actuelle, déclarant presque poétiquement à la presse: "Je n'ai pas accepté la présidence pour administrer la décadence"... Mais encore....

## **Brésil**

Malgré la crise argentine, le principal partenaire du Brésil au sein du MERCOSUR, et malgré la crise énergétique, l'économie brésilienne continue de faire bonne figure. La balance commerciale reste largement excédentaire, de 175 millions de \$ É.U. en janvier, et les investissements restent soutenus, tandis que les prévisions de croissance restent élevées, entre 2 et 2,5 % pour 2002, et que le taux de chômage enregistré à la fin de 2001 est le plus bas des

quatre dernières années, avec 6, 2 %. Le déficit courant demeure élevé, environ 4,5 % du PIB, mais la mission du FMI au Brésil début février a néanmoins affiché sa plus grande satisfaction envers le géant du Cône sud, et ce d'autant plus que, pour cette année, l'excédent commercial du Brésil atteindrait les 4 à 5 milliards de \$ É.U., et que les comptes publics enregistreront des surplus supérieurs aux engagements souscrits. Le 13 février, la Banque mondiale a, de son côté, annoncé son intention d'autoriser l'émission rapide d'un prêt de 450 millions de \$ É.U., en deux versements, destiné à appuyer les mesures prises par le gouvernement pour réorganiser le secteur de l'énergie et trouver une solution au rationnement qui affecte l'économie brésilienne depuis l'été dernier<sup>1</sup>. Quelques jours plus tard, le 18 février, le Président Cardoso a annoncé magnanimement à son vis-à-vis argentin qu'il s'offrait pour coordonner une campagne internationale de soutien et l'aider à obtenir du FMI les fonds dont le pays a les plus grands besoins. Si Duhalde a reçu l'offre avec un semblant de sentimentalisme panaméricain, la presse aux États-Unis s'est par contre empressée de disqualifier le geste en accusant Cardoso de chercher à obtenir de l'Argentine des concessions commerciales en retour de son intervention à Washington.

La règle du "diviser pour mieux régner" n'a jamais semblé aussi pertinente qu'aujourd'hui. Tout en clamant haut et fort la débandade aussi probable que prochaine du MERCOSUR, et non contents de courtiser le Brésil, de tricher par la bande avec le Chili et de faire la morale à l'Argentine, les États-Unis entreprennent maintenant de parler libre-échange avec l'Uruguay. Le 16 février, Jorge Batlle revenait en effet de Washington avec une nouvelle promesse de George Bush junior d'engager au plus vite les négociations en

---

<sup>1</sup> Depuis le 1er février, toutes les compagnies ainsi que les magasins, restaurants et hôtels sont en effet tenus de couper dans leur consommation d'électricité, d'au moins 10 %, voire jusqu'à 25 % dans certains cas.

vue d'un accord commercial. L'Uruguay doit pour l'instant constituer au plus vite un groupe de négociateurs en vue de rencontrer dès mars prochain les officiels du Bureau du Représentant au Commerce des États-Unis. Un tel accord se montre sous un jour important pour l'Uruguay : la maladie de la vache folle a durement touché sa production bovine et les exportations totales pour les premiers onze mois de 2001 se sont contractées de - 10,6 % par rapport à novembre 2000, les exportations vers l'Argentine ayant particulièrement piqué du nez. Sur le plan de la croissance économique, l'Uruguay suit depuis quatre

ans la pente descendante de l'Argentine ; selon les estimations du gouvernement, celle-ci aurait chuté de - 2,5 % en 2001 et diminuera encore de - 2 % en 2002. Cela dit, les États-Unis ne comptent pas vraiment parmi les partenaires commerciaux du pays les plus importants : pour les premiers onze mois de 2001, ils n'ont absorbé que 8,5 % des exportations, contre 41 % pour les partenaires du MERCOSUR et 18,3 % pour l'UE. Mais ce peu ne signifie pas qu'il ne puisse se transformer en mieux, puisque l'accès au marché américain permettrait aux viandes uruguayennes de se profiler de meilleurs débouchés... possibles.

## PAYS ANDINS

L'Accord de préférences tarifaires andines (en anglais ATPA) (1991) est venu à expiration au début décembre dernier, et, malgré l'appui apporté par la présidence et le Bureau du Représentant au Commerce, le Congrès et le Sénat des États-Unis ne sont toujours pas parvenus à un accord sur son renouvellement. Le Congrès souhaite étendre l'accord au secteur textile, en autant que les produits visés respectent un contenu d'origine régional, tandis que le Sénat insiste quant à lui pour que cette règle d'origine soit définie sur une base nationale et non régionale, ce qui rendrait plus difficile encore l'accès des textiles andins au marché états-unien. Advenant même l'autorisation de son renouvellement, le Comité des finances du Sénat en charge de la question n'en considère pas moins nécessaire de monter la barre des exigences à satisfaire, avant d'attribuer à chacun des pays andins l'autorisation infantilisante de bénéficier de l'accord. En plus de laisser au Président la possibilité de suspendre à tout moment les préférences par pays ou secteur, le Sénat n'exige rien de moins des malheureux candidats que la gamme des prérequis suivants : 1) avoir respecté les règles du commerce multilatéral telles que prévues par l'OMC, et ce notamment dans le domaine de la propriété intellectuelle ; 2) avoir suffisamment participé aux négociations en

vue de la ZLÉA ; 3) avoir démontré des progrès au chapitre de la protection des droits internationaux des travailleurs, notamment pour ce qui concerne l'éradication du travail des enfants ; 4) collaborer avec les États-Unis en matière de lutte contre le trafic des stupéfiants ; 5) ratifier la Convention inter-américaine contre la corruption ; et, si ce n'était pas déjà beaucoup, 6) mettre de l'ordre dans les marchés publics et en rendre les règlements conformes aux règles du commerce international... Pour l'instant, aucune date n'a été précisée au Congrès pour y décider de l'avenir de l'ATPA.

En réaction aux nouvelles exigences du Sénat préalables au renouvellement de l'ATPA, les ministres des Affaires extérieures des pays andins ont demandé à rencontrer à Washington les hauts fonctionnaires de l'administration Bush dès le 11 février. Quelques jours plus tard, Bush a annoncé sa décision de faire différer de 90 jours la perception des droits tarifaires qui devraient être appliqués sur les produits que l'ATPA en cours de renouvellement ne couvre plus. À partir du 16 mai prochain et advenant l'éventualité de son non-renouvellement par le Congrès, l'ATPA sera suspendue et les produits andins qui bénéficiaient depuis dix ans d'un régime

préférentiel devront faire face aux tarifs douaniers courants.

Malgré les affres de l'ATPA, le commerce des pays de la communauté andine se porte relativement bien. Le Secrétariat général de la CAN estime en effet que le commerce intra-régional a augmenté de + 10 % entre 2000 et 2001, pour atteindre les 5680 millions de \$ É.U., un record sur les quatre dernières années. Seul le Venezuela fait tache au tableau, avec une contraction de -19 % de son commerce avec les quatre autres pays de la CAN. En grande partie expliqué par l'impact de la chute des prix internationaux du pétrole, le commerce extra-régional de la CAN s'est par contre contracté l'année dernière, de - 12 %. Par ailleurs, lors du sommet de la CAN tenu les 28 et 29 janvier dernier en Bolivie, les chefs d'État se sont entendus sur l'agenda des libéralisations tarifaires sectorielles, ainsi que sur les règles générales (sanitaires, phytosanitaires, règles d'origine, règlements des différends, transports, tarifs communs et externes... etc.) qui s'appliqueront au marché commun, qui entrera en vigueur dès le 1er juin prochain. La CAN prévoit la création du marché commun offrant un tarif externe unique, ainsi que la coordination des politiques agricoles, macro-économiques et extérieures, pour le 31 décembre 2003.

### **Pérou**

Le Fonds monétaire international a approuvé le 1er février un crédit de confirmation sur deux ans au Pérou, pour un total de 316 millions de \$ É.U. Le gouvernement Toledo a indiqué qu'il n'utilisera ce crédit qu'en cas de besoin, pour financer son programme économique 2002-2003. Sur un tout autre front, l'ambassadeur des États-Unis au Pérou a affirmé à la presse à la mi-février que l'administration Toledo recevra cette année plus de 156 millions de \$ É.U., en appui dans la lutte contre le trafic des stupéfiants, soit trois fois plus que le montant annuel alloué en moyenne depuis cinq ans.

### **Colombie**

Suspendant la trêve signée il y a trois ans, le gouvernement colombien a rompu les négociations du processus de paix le 21 février dernier. Le conflit dure depuis 1964 et compte plus de 200 000 victimes. Après que les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) aient séquestré un sénateur le 20 février dernier, le gouvernement de Colombie a en effet décidé de passer à l'offensive contre les maintenant dénommés "terroristes internationaux", de suspendre leur reconnaissance politique, et de reprendre le contrôle militaire sur la zone géographique de "détente" créée il y a un peu plus de trois ans comme garantie de la bonne volonté du gouvernement dans son dialogue pour la paix avec les insurgés. Le Président Pastrana a déclaré à la presse, en s'adressant au leader des FARC Manuel Marulanda, que celui-ci avait "attaqué sa bonne foi". Il a par la même occasion de son indignation à ce que la zone protégée se soit transformée, ô surprise d'horreur, en un "antre de séquestrateurs, un laboratoire de drogues illicites, un dépôt d'armes, de dynamite et de voitures volées". L'enlèvement récent de la candidate à la présidence, Ingrid Betancourt, fortement médiatisé, est un prétexte supplémentaire pour aller de l'avant, avec l'appui de plus en plus ouvert, on s'en doute, des États-Unis.

Les États-Unis ont d'ailleurs montré ce mois-ci leur volonté de passer à un autre niveau d'intervention en Colombie. Le budget 2003 présenté par le Président Bush au Congrès aux derniers jours de janvier dernier prévoyait en effet, outre les quelque 731 millions de \$ É.U. demandés pour la lutte contre le trafic des stupéfiants dans la région andine, plus de 98 millions de \$ É.U. en vue de renflouer les caisses du "Plan Colombie" en fonds d'entraînement et équipements divers destinés aux militaires colombien. Jusqu'à récemment, le Congrès des États-Unis s'opposait à ce que toute aide directe soit apportée à la Colombie, plusieurs organismes d'observation des droits humains comme Amnistie

Internationale et le Bureau de Washington sur l'Amérique latine (WOLA) ayant accusé, dans un rapport présenté au Congrès le 5 février dernier, les militaires colombiens d'entretenir des liens étroits avec les forces paramilitaires qui oeuvrent au pays, tout en étant responsables de nombreux massacres de civils. Ces considérations morales n'ont finalement pas pesé lourd : en effet et en date du 12 février, le Sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, Marc Grossman, a annoncé que l'aide financière et technique prévue pour la lutte contre le trafic des stupéfiants sous le Plan Colombie allait être allouée à des opérations contre-insurrectionnelles. Autrement dit, l'exécutif et l'armée colombienne ont maintenant l'assentiment des États-Unis pour puiser dans les fonds du Plan afin de reprendre l'offensive contre les FARC et l'Armée de libération nationale (ELN), également comptée parmi les groupes dissidents. Ce qui demeure pourtant peu clair, c'est l'opinion du Congrès sur cette décision discrétionnaire de l'administration : l'exécutif aurait-il présenté le Plan Colombie comme partie des mesures de sécurité extraordinaire engendrées sous la bannière de la lutte contre le terrorisme international ? Pour l'instant, on sait seulement que l'Initiative andine, qui englobe les 739 millions de \$ É.U. attribués à la lutte contre le trafic des stupéfiants, attend encore l'approbation finale du Congrès. En attendant, et lançant l'offensive le 21 février, l'armée colombienne a repris contrôle du territoire des FARC à coup de bombardements aériens en à peine trois jours, et compte continuer d'ici peu les attaques aériennes dans la zone pour y détruire les plantations de coca (près de 50 000 acres). La presse nord-américaine ne spécifie pas le nombre de blessés et de morts parmi les civils et, ce qui rappelle les stratégies de communication appliquées depuis la Guerre du Golfe, a présenté l'assaut militaire comme une initiative clinique et efficace, sans en laisser transparaître une seule tache de sang.

## Venezuela

La popularité de Hugo Chavez a dégringolé au plus bas ce mois-ci, au point que plusieurs observateurs politiques estiment que la Présidence est maintenant sur un siège plutôt... éjectable. L'affaire a débuté lorsqu'un colonel a demandé lors d'une conférence de presse internationale tenue à Caracas le 7 février la destitution du Président, et déclaré représenter à cet effet la majorité de l'opinion de l'institution militaire. Le discours du colonel Pedro Soto a mis le feu aux poudres et provoqué un branle-bas de combat médiatique, incommodant la présidence au point que celle-ci ait tenté d'arrêter le militaire; Les manifestations populaires se sont multipliées en faveur du colonel dissident et contre le régime. Mais très vite, la présidence a repris l'initiative et ses fidèles ont rapidement organisé contre-manifestations et activités publiques. Chavez a tenté de calmer les esprits par un bon discours présidentiel, mais son apparition sur les chaînes télévisées à l'heure d'une partie de baseball n'a fait qu'exaspérer les citoyens, tandis que des protestations bruyantes (l'usage de la casserole, à l'exemple argentin, faisant partie notable du répertoire protestataire) ont éclaté spontanément dans les rues de Caracas.

Après l'Argentine, c'est maintenant au tour du Venezuela d'abandonner le régime des changes fixes pour la flexibilité. À la suite d'une réunion d'urgence avec la Banque centrale le 13 février, l'exécutif a en effet décidé d'une série de mesures économiques extraordinaires permettant le flottement plus ou moins "contrôlé" du bolivar. La décision prévoit une dépréciation graduelle de la monnaie et une oscillation de 10 % de sa valeur par rapport au change. En fait de dépréciation contrôlée, dès le premier jour, le bolivar a été fixé à - 24 % de sa valeur, pour regagner le jour suivant 13,5 % et replonger en trajectoire libre les jours suivants (en moyenne de - 9, 8 % pour les trois jours suivant la décision de la Banque). Actuellement, le bolivar glisse vers le bas au

rythme moyen de - 3 % par jour. La mesure a l'avantage immédiat de diminuer les achats de devises et de protéger le niveau des réserves, mais elle engendre une série de problèmes, dont la hausse du prix des importations (près de 50 % de la

consommation vénézuélienne est de provenance extérieure...), l'inflation et la hausse des taux d'intérêts, ce qui n'est pas de nature à aider à la reprise de la croissance économique. Une autre affaire à suivre donc...

## Brèves hémisphériques

- Dans sa dernière livraison des *Capital Flows to Emerging Market Economies* (30 janvier 2002), l'Institute of International Finance confirme le recul marqué des flux privés de capitaux vers les pays émergents en 2001. De 169 milliards de \$ É.U. qu'ils étaient en 2000, ceux-ci tombent à 115,1 milliards de \$ É.U. en 2001. Le recul est surtout attribuable aux créances bancaires et non bancaires, (- 32 milliards de \$ É.U.), les flux d'investissements directs étrangers (IDE) restant à peu près stables, 147,1 milliards de \$ É.U. en 2001 contre 147,3 milliards en 2000. Deux facteurs ont eu une incidence négative sur les flux, les crises financières en Argentine et en Turquie d'une part, l'explosion de la bulle boursière sur les nouvelles technologies et la récession économique aux États-Unis, d'autre part. Une fois enlevés les chiffres de l'Argentine et de la Turquie, le recul des flux privés nets est moins prononcé, 135,7 milliards de \$ É.U. en 2001 contre 148,7 milliards en 2000. Pour 2002, l'IIF prévoit une légère reprise, 142 milliards de flux nets privés (Argentine et Turquie non compris). On notera cependant que les flux de crédits bancaires et non bancaires vers les pays émergents sont nettement orientés à la baisse depuis 1996, tandis que les flux au titre de l'IDE ont tendance à reculer depuis 1999.

Avec 47,8 milliards de \$ É.U. de flux nets, c'est l'Amérique latine qui a reçu le plus de capitaux privés, suivie par la région Asie-Pacifique (44,4 milliards), l'Europe (15,8 milliards) et la région Afrique-Moyen-Orient (7,1 milliards). L'IIF prévoit que les IDE vers l'Amérique latine devrait tomber à 35,6 milliards de \$ É.U. en 2002, contre 59,6

milliards en 2001, mais les chiffres pour cette dernière année sont gonflés par l'acquisition du Groupe Banacci (Mexique) par la Citibank. Le Brésil devrait voir l'IDE passer de 22,6 à 15 milliards de \$ É.U. Les créances privées affichent un chiffre négatif de - 10,3 milliards de \$ É.U. en 2001 (+ 5,1 milliards de \$ É.U. en 2000), mais devraient rebondir en 2002, pour atteindre + 16 milliards de \$ É.U. Les flux de capitaux officiels sont passés, quant à eux, de - 1,9 milliards de \$ É.U. en 2000 à quelque 20 milliards pour l'ensemble des pays émergents, mais là encore, il faut tenir compte de l'Argentine : en 2001, ce pays a reçu 11 milliards de \$ É.U. en prêts multilatéraux et environ 400 millions de \$ É.U. en prêts officiels bilatéraux. L'Amérique latine a reçu un montant net de 23,9 milliards de \$ É.U. en 2001 (- 8,7 milliards en 2000), et, dépendamment de ce qui va se passer en Argentine, devrait recevoir, selon les prévisions de l'institut, quelque 14,3 milliards de \$ É.U. en 2002.

- En tout début de ce mois, deux réunions d'importance, attirant des milliers de citoyens, ont eu simultanément lieu à New York et Port Alegre. Convoqué à New York en signe de solidarité avec les événements du 11 septembre, le Forum économique mondial tenu du 31 janvier au 4 février au rien de moins que le Waldorf Astoria, sur le thème de l'état du monde, s'est déroulé sans incidents majeurs. Bono et Bill Gates, formant pour l'occasion une paire plutôt disparate de personnages publics venus mousser leur côte de popularité, s'y sont démarqués par leur insistance en faveur de l'augmentation de l'aide internationale pour



la lutte contre la pauvreté, annonçant par la même occasion le montant de leurs contributions individuelles à la cause. À l'issue du Forum d'ailleurs, Washington, appuyé en cela comme il se doit par Ottawa, a pris bonne note de la proposition et défendu à son tour lors de la réunion du G7 du 7 février à Ottawa l'importance de voir à la pauvreté dans le monde et d'augmenter l'enveloppe des dons aux pays pauvres plutôt que de continuer à leur accorder des prêts.

Peu avant l'inauguration du Forum économique, plusieurs équipes de la police new-yorkaise ont été envoyées à Seattle, à Québec, à Gênes, et à Washington en vue de s'y former davantage sur les subtilités stratégiques anti-émeutes à employer contre les protestataires "anti-mondialisation" qui n'ont pas manqué le rendez-vous. Plus de 4000 officiers de l'ordre ont été assignés à la sécurité de l'évènement, avec l'attirail maintenant habituel des tenues de combat, masques à gaz, jets d'eau et balles caoutchouc utilisés contre les citoyens venus pour la plupart manifester pacifiquement, à New York comme ailleurs. La presse rapporte que moins de sept mille manifestants s'y sont réunis, que seuls une quarantaine de protestataires particulièrement téméraires ont été arrêtés, et que seulement trois policiers ont subi des blessures. Pendant ce temps-là à Porto Alegre, le Forum social mondial convoqué aux derniers jours de janvier pour faire contrepoids à la réunion de New York a reçu plus de 50 000 participants venus y débattre de visions alternatives à la guerre, à la mondialisation économique et à l'intégration hémisphérique. Le Forum social sera à partir de maintenant un évènement itinérant qui se déroulera annuellement. On ne peut que regretter que la couverture médiatique ait surtout montré le côté un peu folklorique de la rencontre au lieu de présenter les propositions souvent intéressantes que les manifestants tentent souvent d'exprimer dans leur recherche de solutions alternatives au modèle néolibéral. On consultera la

chronique thématique de Dorval Brunelle sur l'évènement.